

## Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'institut a essayé d'obtenir la meilleure copie originale. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /  
Couverture de couleur
- Covers damaged /  
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /  
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /  
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /  
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /  
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /  
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /  
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /  
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion  
along interior margin / La reliure serrée peut  
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la  
marge intérieure.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /  
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/  
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /  
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary materials /  
Comprend du matériel supplémentaire
- Blank leaves added during restorations may  
appear within the text. Whenever possible, these  
have been omitted from scanning / Il se peut que  
certaines pages blanches ajoutées lors d'une  
restauration apparaissent dans le texte, mais,  
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas  
été numérisées.

Additional comments /  
Commentaires supplémentaires:

Comprend du texte en anglais.

Pagination continue.

# REVUE

DE

*L*egislation et de *J*urisprudence.

---

## REDACTEURS:

*A Montréal—M. LOUIS O. LE TOURNEUX.*

*Rédacteurs-Correspondants :*

*A Québec.—MM. S. LELIEVRE et F. REAL ANGERS.*

---

PREMIÈRE ANNÉE.

---

8ME. LIVRAISON.

---

MONTREAL :

*Imprimerie de la REVUE CANADIENNE, 15, Rue St. Vincent.*

1846.

# REVUE

DE

## LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE.

---

---

Vol. 1.

MONTREAL, MAI, 1846.

No. 8.

---

---

### DE LA CODIFICATION DES LOIS DU CANADA.

---

Les conquêtes que les sociétés modernes nous ont faites dans la politique, les sciences et les arts, l'agriculture, l'industrie et le commerce, ont rendu nécessaire la réformation des vieux codes qui régissaient les sociétés anciennes. Partout l'on a senti l'insuffisance des lois faites pour un ordre d'idées et de choses qui n'existe plus, et le besoin de refondre les anciens systèmes et d'en promulguer de nouveaux, afin de se mettre au niveau des progrès de la civilisation.

Forte de la propagation des principes de la liberté politique, imbuë de l'esprit philosophique qui a tant contribué à notre régénération, la législation moderne a dû tendre universellement à opérer la revision, l'uniformité et la codification des lois. La législation et la civilisation ont dû marcher de pair :—l'une et l'autre ont dû réciproquement s'aider dans leur tendance progressive ; ou plutôt l'une et l'autre n'ont été que la réalisation d'un même résultat, l'amélioration de la condition de l'homme. Ce travail immense est entrepris et se poursuit avec une indicible activité dans tous les états libres de l'Europe et de l'Amérique ; la France a ouvert la carrière et a en quelque sorte accompli sa tâche ; les autres sont à cette heure consciencieusement engagés dans l'œuvre de la reconstruction.

Le Bas-Canada, d'abord colonie française, puis après colonie anglaise, se trouve, à l'égard de son système de lois, dans une position tout-à-fait exceptionnelle. Il n'est peut-être pas un pays au monde soumis à plus de règles de droit, empruntées à des systèmes divers. Les lois publiques et criminelles de l'Angleterre, le régime constitutionnel colonial, le droit civil de la France, tel que modifié par la Coutume de Paris, et tel qu'il existait avant 1763, les ordonnances et les statuts des divers corps législatifs du pays, un très grand nombre de statuts anglais dont les dispositions s'étendent aux colonies, forment les principales pièces de cette babel légale. C'est même une tâche difficile de faire une énumération précise et complète de toutes les lois

RR

en force en ce pays. On est souvent embarrassé, dans la pratique, sur le choix à faire entre deux codes différens, pour arriver à la solution d'un cas particulier ; et les tribunaux ne sont pas toujours d'accord sur le texte légal auquel il faut recourir.

La confusion a dû s'augmenter par l'introduction partielle, incomplète, souvent irréfléchie, de quelques dispositions du droit anglais, pour les greffer sur le droit français auquel elles étaient étrangères, et quelquefois absolument opposées. Tel est le mode de preuve en matière de commerce, l'institution du jury, le recours aux *writs* de prérogative, etc., tous jetés au milieu d'un système souvent insuffisant pour en régler l'exercice. Qu'on juge des difficultés qui doivent surgir de l'application des règles d'un code appliquées, quant à la preuve seulement, à des obligations contractées sous l'empire d'un autre ; des différens modes d'acquérir et aliéner les propriétés tenues à titre de fief ou de roture, et celles en franc et commun soccage ; des prescriptions du droit anglais opposées à des actions du droit français ; et de l'insuffisance de lois promulgués il y a trois cents ans en France, pour régir des transactions de commerce telles qu'elles existent aujourd'hui en Angleterre. Ajoutez à cela le replâtrage de nos statuts provinciaux, qui tous pèchent plus ou moins par le défaut d'ensemble ou de concordance, tels que ceux qui ont introduit le régime municipal, l'inscription des hypothèques, les lois de banqueroutes, ou ceux qui ont changé les formes de procédure et modifié le régime hypothécaire, et vous aurez une juste idée du chaos de notre jurisprudence.

Que de lois vieilles, anormales, opposées, subsistent dans toutes les branches de notre législation ! Que de désordre et d'incertitude dans les lois qui régissent les personnes et les choses, les propriétés, le commerce, la police ! Que d'anachronismes dans les dispositions les plus importantes à notre état social ! Quel esprit assez vaste pourrait embrasser et connaître cette variété infinie d'édits, de coutumes, de brocards, d'ordonnances, de statuts, de jurisprudence de tout genre ?

Il est grandement temps de songer à co-ordonner tous ces systèmes, et à opérer la codification de nos lois. La tâche est immense, mais elle est réalisable. Les modèles ne manquent pas. Le Code Napoléon, ce monument de sagesse humaine, nous offre l'avantage d'un édifice composé des élémens de notre propre droit. Le code de la Louisiane, calqué sur le premier, a le double avantage d'avoir été préparé pour des hommes placés dans une situation analogue à la nôtre. Mais les chambres législatives ne sont guères une arène propre à élaborer un pareil travail. Une commission composée de légistes, étrangers aux luttes et aux débats parlementaires, discutant dans le cabinet leur travail commun, a toujours été considérée comme le seul moyen de parvenir à un résultat si désirable. La législature

pourrait tracer le canevas, poser les bases de leur travail, indiquer les principaux traits des systèmes à codifier. Le code civil ne devrait pas manquer de servir de modèle, comme étant ce qu'il y a probablement de plus parfait, en matière de législation. Les lois qui régissent le commerce devraient se rapprocher autant que possible des lois de la mère-patrie, et des états qui nous environnent. Le commerce, cosmopolite de sa nature, doit être régi par les systèmes uniformes des nations qui s'y livrent davantage. Notre position doit nous faire désirer d'assimiler autant que possible notre code de commerce à ceux de l'Angleterre, des États-Unis, et du Haut-Canada, en raison de nos rapports commerciaux avec eux. D'autant plus que ce ne serait pas faire violence à des idées reçues, mais qu'on ne ferait que seconder un élan déjà donné : car nos lois de commerce, telles qu'elles existaient en France, sont celles dont on s'est le plus écarté en Canada. On peut dire qu'elles n'ont jamais pris racine. Le fait qu'on a jamais pensé à y établir une juridiction consulaire en est une preuve patente. Un gouvernement, uniquement occupé à faire la guerre à des sauvages, et à disputer l'autorité avec des missionnaires, ne devait guère songer aux intérêts d'une profession déclarée roturière et indigne d'un gentilhomme.

Quant au code criminel, on peut dire que les salutaires statuts introduits par l'Honble M. Black, ont tracé la principale ébauche de la réforme à faire.

Mais dans le code civil, que de vieilles institutions à émonder ! Au premier coup-d'œil, se présente la féodalité, aujourd'hui proscrite du sol des pays libres, et restée comme une plaie attachée à la glèbe dans un petit coin de l'Amérique : la féodalité, cette entrave inique opposée à la liberté, à l'industrie, à l'agriculture, au commerce. La difficulté est d'abattre l'hydre, sans froisser les droits acquis de ceux que des lois respectables seulement par leur ancienneté avaient chargé de son entretien et de sa subsistance, moyennant d'abord un salaire modique, devenu avec le progrès des âges une effrayante exaction. Quand le mal va croissant, le plus prudent peut-être est de ne pas hésiter à couper le membre gangrené ; ce qui, par rapport aux droits féodaux, s'opérerait par la conversion forcée en rentes foncières des redevances féodales, établies sur la valeur moyenne des propriétés, après le défrichement agricole, abstraction faite de la valeur additionnelle, fruit de l'industrie manufacturière et commerciale. Mais c'est là surtout qu'il y a des usurpations à dénoncer, des privilèges graduellement conquis par des empiétations à supprimer, de prétendus droits qui n'ont jamais existés que dans des conventions illégales, sans causes et contrairement aux chartes primitives, à soumettre à l'épreuve des vrais principes. On a perdu de vue qu'en Canada, la seigneurie n'est

qu'un fidéi-commis, qui a ses règles et ses restrictions, et qui doit être exercé strictement et à la lettre :—de là cette foule de charges et de restrictions imposées au censitaire par le seigneur, qui se croyait propriétaire, et non dépositaire et administrateur du sol, à condition de le faire occuper et défricher.

Le régime de la communauté, la matière des douaires, des substitutions et des retraits demandent aussi de grandes modifications, s'il est vrai que l'esprit de la législation moderne doit tendre à affranchir les individus, à dégrever les propriétés, à faciliter les échanges et les mutations. On ne doit pas dédaigner non plus d'imiter les peuples les plus éclairés, dans les réformes faites à des parties aussi importantes du droit que les donations, les testamens et les successions. Peut-être notre statut provincial a-t-il étendu au-delà des bornes la faculté de tester ? du moins, c'est un sujet qui mérite d'être reconsidéré, après l'expérience acquise par un laps de plus de quarante années. L'instruction publique ne doit pas rester sans organisation et sans contrôle ; l'éducation élémentaire a été jusqu'ici en butte aux épreuves et aux tentatives infructueuses, de plans indigestes et inachevés. Mais ces objets tiennent plutôt au régime administratif, qui lui aussi a tant de besoin de réforme.

L'organisation des tribunaux, la délimitation de leurs attributions, la forme des procédures, sont encore des objets dignes de la plus sérieuse attention :—car tant de systèmes divers se sont succédé les uns aux autres, sans qu'aucun ait eu le temps de prendre assiette, qu'on est tombé dans une anarchie complète en ces matières.

La plus noble partie du droit est sans doute celle qui règle et garantit les franchises, et la liberté publique et individuelle. C'est, à proprement parler, le droit public, qui pour nous est celui de la Grande-Bretagne ; et qui est si étroitement lié avec le droit civil proprement dit, que l'un et l'autre pour avoir leur efficacité, doivent être co-ordonnés ensemble, et s'aider réciproquement. Or, il est évident que le droit civil de la France, sous l'ancien régime, ne doit pas toujours suffire aux exigences du droit public et constitutionnel anglais, et que des prérogatives britanniques ne sont que mal servies par des formes de procédures auxquelles elles étaient inconnues. De là vient que les sauves-gardes de la liberté, l'*habeas corpus*, le *mandamus*, le *quo warranto*, le *certiorari* même, cette sentinelle des empiétations et des écarts des petites juridictions, sont des remèdes auxquels on ne peut atteindre qu'imparfaitement. Une loi générale devraient faciliter l'exercice de ces droits.

Dans cette reconstruction, on devrait avoir en vue l'avenir de l'Amérique-britannique, dont le Bas-Canada doit être le centre, et songer à un système qui pourrait convenir à toutes les populations qui de-

vront composer un jour un vaste empire, en leur donnant des institutions uniformes propres à en faire un seul et même peuple, distinct de celui qui l'avoisine. Pour accoutumer les esprits à cette transition, nous croyons que sans tarder, on devrait faire traduire les principales dispositions de nos lois françaises, la coutume de Paris, par exemple, afin de les faire connaître à cette partie de la population qui parle l'anglais. N'est-il pas étrange, en vérité, que depuis plus de soixante ans une grande partie de notre population soit soumise à des lois écrites dans une langue qu'elle n'entend pas, dont le texte obscur et vieilli n'est intelligible qu'aux hommes de loi, et qu'il n'ait encore jamais été proposé de les faire traduire. Demandez aux émigrés récemment établis en Canada, s'ils savent quelles lois régissent leurs mariages, communautés, successions, et comment pourraient-ils le savoir ? Comprendent-ils les mots *douaire*, préciput, propre, acquêt, conquêt, etc. Il est de toute justice, il est dans l'intérêt de la stabilité de nos lois, de les rendre accessibles à la connaissance de tous.

...

---

## LES LOIS DE BANQUEROUTES.

Les lois de banqueroutes sont des lois exceptionnelles, qui s'écartent évidemment des principes du droit naturel : l'extinction des obligations du créancier en faillite, moyennant la cession de ses biens, est un privilège extraordinaire sanctionné par les dispositions d'un droit purement exceptionnel. Pour avoir recours à une pareille législation, il faut qu'il y ait de grands inconvénients à éviter, de notables avantages à atteindre, sinon l'on fait des lois contraires à l'équité naturelle, en pure perte et sans aucun bon résultat. C'est sous ce point de vue que nous envisageons l'introduction en Canada des lois de banqueroute. Nous ne croyons pas que les circonstances et l'état du pays demandent l'introduction de ces lois. Au contraire, nous croyons sincèrement, qu'elles ont fait un tort notable au commerce. On convient que l'âme du commerce est le crédit, fondé sur l'industrie, l'honnêteté et l'énergie du commerçant ; ce sont les garanties les plus efficaces pour faciliter les opérations commerciales. Appeler au secours du crédit commercial la garantie foncière, c'est charger l'immeuble d'un fardeau qu'il ne doit point porter, c'est soumettre la propriété aux chances et aux hasards du commerce, et lui enlever ce caractère de stabilité qui assure la prospérité agricole.

Si donc nous démontrons que les lois de banqueroute ont détruit le crédit, nous démontrons que ce sont de mauvaises lois.

Le commerce intérieur de ce pays doit être sobre, prudent, limité : les lois de banqueroute, en assurant d'avance l'acquittement des dettes, a dû le rendre imprévoyant, hasardeux, téméraire ; première cause de défiance. La facilité de se tirer d'embaras et de sortir d'une lutte incertaine, doit dès les premières adversités paralyser l'énergie et l'opiniâtreté du commerçant :—car à quoi bon travailler pour payer ses dettes, quand il est si facile de n'en plus avoir : seconde cause de défiance. Quand le travail et les talens du failli étaient une propriété acquise pour toujours à ses créanciers, il était de leur intérêt de faire produire ce travail et ces talens : delà ces secours qui ne manquaient jamais à l'infortune, et qui lui aidaient à vaincre les difficultés, et à reconquérir le terrain perdu. Les lois de banqueroute ont mis fin à cet état de choses : troisième cause de défiance. Quand les dettes étaient des obligations morales qui ne pouvaient s'acquitter que par le paiement ou la remise, le débiteur sentait le besoin de n'en point contracter qu'il ne crut pouvoir acquitter : depuis que sans le consentement du créancier la loi le libère, sa conscience est moins délicate, et les dettes ne lui font pas peur : quatrième cause de défiance. Les faits qui constituent un homme en banqueroute sont si nombreux et de si fréquente occurrence, que par le caprice momentané du débiteur ou de l'un de ses créanciers, le commerce le plus prospère peut être forcément exposé à l'action destructive d'une cour de banqueroute : cinquième cause de défiance. La meilleure preuve que l'on puisse donner que ces lois ont nui au crédit, c'est que depuis leur introduction le commerce entre le marchand-importateur et le détailleur ne s'est plus fait qu'au moyen d'hypothèques et de cautionnemens : fait que ne constatent que trop les livres des régistrateurs.

L'immense commerce de la Grande-Bretagne, les fluctuations continuelles des marchés, les désastres maritimes aux quels le commerce y est exposé, ont pu y rendre nécessaire l'introduction de ces lois : mais ne comparons pas les exigences de notre commerce avec celles de la mère-patrie, il n'y a aucune parité ; et d'ailleurs il y a bien de bons esprits en Angleterre qui doutent de l'efficacité de ces lois. Pour nous, examinons-en les résultats : avant l'existence de ces lois, combien facilement et combien souvent d'honnêtes commerçans, tombés dans l'adversité, obtenaient des remises ou des attermoiemens, et finissaient par recouvrer l'aisance, et ce même, sans que le public n'en sut rien. Nommez-moi un marchand, qui a passé à l'étamine de la loi des banqueroutes, qui ait pu recommencer des affaires quelque peu étendues, et y ait réussi à rétablir son crédit. Le petit nombre de ceux que vous pouvez citer sont des commerçans malheureux, qui ont perdu leur fortune,



ans perdre leur crédit, et qui ont toujours d'abord ou peu après leur faillite obtenu des conditions avantageuses de leurs créanciers ; et pour qui, par conséquent, les lois de banqueroute étaient inutiles. Quand ces lois ont eu quelque action sur ces hommes-là, ça été pour entraver les arrangemens qu'ils voulaient prendre avec leurs créanciers et souvent pour les rendre impossibles. La loi donc n'a eu l'effet que de faire acquitter des débiteurs insolubles, qui pour cause, n'avaient plus de crédit, et ne pouvaient obtenir de sympathie de leurs créanciers :— ce n'était pas la peine de législater pour ceux-là ; et quand ils ont été acquittés, qu'ont-ils pu faire ? Qu'on dise pourquoi aux États-Unis, pays bien autrement commercial que le Canada, on a laissé tomber ces lois, après en avoir fait un court essai ? Qu'on nous dise aussi ce que les créanciers ont retiré des faillites en apparence les moins obérées ? Et après ces considérations, qu'on nous nie que ces lois aient été inutiles, souvent préjudiciales au commerce, et assurément contraires à la saine morale.

---

#### LA DÉFENSE EN DROIT.

L'on ne trouve pas précisément, dans la procédure française, ce genre de plaidoirie. La seule nomenclature d'Exceptions à laquelle on puisse peut-être la rapporter par ressemblance, c'est celle qui renferme "les Exceptions péremptoires qui procèdent du fondement de l'action," dont parle Pigeau, Proc. Civ. Edn. de 1787, p. 201, v. g. lorsqu'une action procédant du droit naturel, ou du droit des gens, est mitigée ou anéantie par une espèce de droit supérieur, e. g. les fournitures de vin prises par assiette dans un cabaret : cette réclamation n'est pas rejetée par le droit des gens, elle est proscrite par le droit civil. Autre exemple : par le droit des gens, les arrérages d'une rente constituée au profit d'un tiers, sont dus ; cependant, l'ordonnance de 1510, autorise le débiteur à refuser au delà de cinq années, s'il en est dû plus, et qu'il n'y ait pas eu d'interruption de prescriptions.

Mais toujours, pour assimiler la Défense en Droit à cette Exception, faut-il que l'on puisse, par les allégués mêmes de la Déclaration, apercevoir, que la créance du Demandeur, provient d'une cause que ne reconnaît pas la loi, ou qu'ayant son fondement dans le droit naturel ou le droit des gens, elle ait été mitigée ou anéantie par le droit civil.

Il s'ensuit :

1o. Que le Défendeur, si les allégués de la Déclaration du Demandeur y donnent lieu, peut, de prime abord, les attaquer, par une *Dé-*

*fense en Droit* qui signifie qu'en admettant la vérité de ces allégués, ils ne font pas voir que le Demandeur ait un droit d'action ; ou que si ce droit est mitigé ou anéanti, le Défendeur peut également le faire valoir, de la même manière.

Le Défendeur, tout en ne faisant pas cette Défense en Droit, pourrait plaider ce droit, par une Exception Péremptoire que M. Pigeau, *loco citato*, appelle "Exception péremptoire procédant du fondement de l'action."

2o. Si d'après les allégués de la Déclaration, l'on n'aperçoit pas la cause ou la source de la créance, qui serait de nature à faire surgir, de suite, la question, par une Défense en Droit, il est clair, qu'on ne le peut soulever que par une "Exception péremptoire procédant du fondement de l'action."

Il est évident que cette "Défense en Droit" doit être proposée après les "Exceptions péremptoires qui précèdent les dilatoires" (sauf l'Exception de "*judicatum solvi*") si le Défendeur a intérêt de les faire valoir d'abord.

Ainsi, supposons que le Défendeur ait intérêt de faire valoir des Exceptions Péremptoires qui doivent être proposées avant les Dilatoires, v. g., celles qui se tirent des nullités qu'il y a dans la forme de la demande, comme celles qui se trouvent dans la forme même de la demande ; celles qui proviennent de la personne du demandeur, de son incapacité ou défaut d'intérêt à actionner ; celles qui proviennent de la personne du défendeur, de son incapacité à se défendre contre l'action, ou de ce qu'il n'a ni la qualité, ni l'intérêt, en conséquence desquels on le prétend soumis à cette action ; ou des Exceptions dilatoires, soit qu'elles proviennent du demandeur, soit qu'elles proviennent du défendeur, ou enfin de l'action même ; il le doit faire avant de proposer la Défense en Droit. Si au contraire, il ne le peut, ou ne le veut, il doit attaquer les allégués de la Déclaration, s'il y a lieu par la "Défense en Droit" avant d'en venir aux Exceptions Dilatoires qui proviennent de l'action même, telles que l'Exception de garantie, de discussion, ou l'Exception de division.

Ce procédé de "Défense en Droit" a été un peu emprunté au droit anglais dans lequel, le *demurrer* est défini "*an issue upon matter of law.*"—"*It is a pause or stop (lat. demorare, fr. demeurer) put to any action, upon a point of difficulty, which must be determined by the Court, before any further proceeding can be had therein.....*  
*...It confesses the facts to be true, as stated by the opposite party, but denies that by the law upon these facts, any injury is done to the plaintiff; or that the defendant has made out a lawful excuse.....*"

En Angleterre, l'on reçoit le *general* ou le *special demurrer*, suivant que le "*matter is sufficiently or insufficiently alledged.* Si l'insuffi-

sance des allégués est telle, soit dans la déclaration, soit dans les plaidoyers, que la cour ne puisse pas asseoir un jugement, le *general demurrer* suffit. "*For want of substance, a general demurrer is good: but for want of forms, there must be a special demurrer.*" Jacob's Law Dict. 1 vol. vo. Demurrer.

Dans notre admirable système de procédure française, où tout est classifié, ce qui est de forme donne lieu aux Exceptions Pérémpatoires qui doivent être opposées avant les dilatoires.

Mais ce qui résulte du droit, c'est-à-dire, des allégués qui révèlent, pour ainsi dire, quel est le fondement de l'action, doit être opposé par une Défense en Droit, comme nous l'avons expliqué plus haut.

Dans tous les cas, les Exceptions, soit à la forme, ou autrement, ainsi que les Défenses en Droit, doivent être spéciales; et c'est le principe, suivant nous, de toute bonne procédure, que chaque partie sache exactement ce qu'on lui demande, ou ce qu'on lui oppose.

M.

Montréal, Mai 1846.

---

## ANALYTICAL INDEX

*To Cases determined in the Court of King's Bench for the District of Quebec,—from 1808 to 1822.*

---

### *Sec. 1,—Actions Generally.*

#### ACTIONS.

- 1.—An action upon an appeal bond cannot be maintained until the appeal has been determined. *Kerr vs. Monroe*, 1808.
- 2.—No action can be maintained for a fee paid to counsel. *Bergeron vs. Panet*, 1809, No. 53.
- 3.—An auctioneer who sells a ship without making known his principal, cannot support an action for the sum bid for her, without the tender of a valid bill of sale. *Burns vs. Hart*, 1810, No. 260.
- 4.—Every copartner in a mercantile firm must be a co-plaintiff by name. *Morough vs. Huot*, 1811, No. 141.
- 5.—An officer of government who contracts for the public is not personally liable to an action. *Scott vs. Lindsay*, 1811, No. 200.
- 6.—A tutor or guardian to children resident in a foreign country, if

## ACTIONS.

- duly appointed according to the laws of that country, can support an action on their behalf. *Allen vs. Cottman*, 1811, No. 248.
- 7.—A consignee who has received goods shipped to be delivered on payment of freight may be sued for the amount of the freight and can support an incidental cross-*demande* for damages occasioned to the goods by the master's negligence. *Oldfield vs. Hutton*, 1812, No. 5.
- 8.—All joint executors, who have acted, must in an action of account against them be made parties to the suit and be jointly summoned as such. *Dame vs. Grey*, 1812, No. 239.
- 9.—In an action *in rem* all joint owners must be joint plaintiffs. *Bellet vs. Allison & al.*, 1812, No. 298.
- 10.—If a man contracts to do a thing and receives money in advance and does not do it, he who has paid the money may either affirm the contract and institute an action of damages for non-performance, or he may disaffirm it, and sue for money had and received. *Brunet vs. Lee*, 1812, No. 352.
- 11.—A plaintiff may, for an assault, proceed against the defendant by action and by indictment. *Dagenay vs. Hunter*, 1812, No. 630.
- 12.—If one of two co-*donataires* pay the whole of an annuity to the *donateur*, he can maintain an action for one half of the sum paid against the other. *Patris vs. Bégin*, 1813, No. 9.
- 13.—An action on the statute 34, Geo. III, cap. 2, Sec. 5, brought upon a promissory note which is not expressed to be for value received cannot be maintained, if there be but one count on the note and no other evidence than the note itself. *Saul vs. Kemble*, 1813, No. 23.
- 14.—For the price of moveables sold upon *Fi. Fa.* and delivered to the adjudicataire, the sheriff can maintain an action in his own name. *Shepherd vs. Paquet*, 1813, No. 102.
- 15.—A *gardien* who has delivered to the party defendant the things which he had in charge, cannot maintain an action against the sheriff for his *salaire*. *Tardiff vs. Shepherd*, 1813, No. 222.
- 16.—If goods are sold without term for payment, and a bill at a future day is taken, and dishonored, an action may immediately be maintained against the purchaser upon his original contract without regard to the time which the bill has to run. *Preston vs. Johnstone*, 1813, No. 341.
- 17.—An action does lie against the sheriff for seizing property under a

## ACTIONS.

- writ of attachment although it be proved that there was no ground for the attachment. *McNally vs. Shepherd*, 1813, No. 440.
- 18.—The bad quality of goods purchased and delivered is not a defense to an action for the price, if the defendant, when they were purchased, had it in his power to examine them. *Marquis vs. Poulin*, 1813 No. 507.
- 19.—A widow, as *chef de communauté continuée*, in a default action, may have judgment for the amount of an obligation to her husband jointly. *Hausseman vs. Levesque*, 1813, No. 620.
- 20.—A married woman cannot sue as a *marchande publique* without her husband. *Young vs. Feehan*, 1813, No. 633.
- 21.—Upon a note not payable to order, but assigned by a notarial *acte* at a time when a much larger sum than the amount of the note was due and owing by the payer to the maker, an action cannot be supported, for at the time of the assignment both claims were mutually compensated. *Gibson vs. Lee*, 1814, No. 63.
- 22.—Against a person who contracts as a known public agent, an action for what he has done in that capacity, will not lie. *Perreault vs. Baillargé*, 1814, No. 321.
- 23.—An action for goods sold and delivered cannot be maintained, if a note payable to order has been taken for their amount and is not produced. *Casgrain vs. Fay*, 1814, No. 519.
- 24.—An action on an implied promise for board, lodging, washing, &c. can be maintained. *Spatz vs. Meyers*, 1816, No. 448.
- 25.—In an action *en partage d'hérédité*, all the co-heirs must be parties to the writ as plaintiffs, or as defendants. *Laverdière vs. Laverdière*, 1816, No. 227.
- 26.—The *Supérieure* of the *Hôtel-Dieu* cannot sue alone for the convent. *La Supérieure de l'Hôtel-Dieu vs. Dénéchaud*, 1816, No. 231.
- 27.—A *douairière* cannot maintain an action for the *recommandation nominale aux prières*, *Hausseman vs. Panet*, 1816, No. 242.
- 28.—An action on a note lost or destroyed may be maintained under certain circumstances. *Wante vs. Robinson*, 1816, No. 280.
- 29.—Upon a contract concluded by an agent or attorney, acting for his principal, the action must be brought in the name of the principal. *Allsopp vs. Huot*, 1817, No. 281.
- 30.—The children who are proprietors of an estate on which the dower of their mother is charged, cannot maintain an action to recover the possession of that estate from a *tiers détenteur* who

## ACTIONS.

- holds under title derived from her, so long as she survives.  
 Lenieux vs. Dionne, 1817, No. 418.
- 31.—In a commercial case in which the plaintiffs are as merchants and co-partners, if it appears in evidence that the plaintiffs have a co-partner who was a party to the contract on which they sue and is not a party to the suit, the action will be dismissed. Pozer & al. vs. Clapham, 1817, No. 549.
- 32.—An action against three magistrates for money due on a contract made by the overseer of roads in Quebec for the repairs of a street and approved in sessions cannot be maintained. Hébert vs. Coltman, & al., 1817, No. 1049.
- 33.—The Quebec Benevolent Society can sue in an action by their President and Vice-President. Neilson vs. Munro, 1817, No. 1045.
- 34.—An action against a *légataire universel* is good without an averment that he is a sole *légataire*. It is the business of the defendant, if there be another, to plead the fact. Gagnon vs. Pagé, 1818, No. 241.
- 35.—If a debt demanded is due to co-partners in trade, all of them must join in the action, for if it appears that there is one who is not a party to the suit, the action will be dismissed, *sauf à se pourvoir*. M<sup>r</sup>Leish vs. Lees, 1818, No. 371.
- 36.—In actions on *torts*, each and every of the perpetrators may be sued jointly and severally. Peltier vs. Miville, 1818, No. 383.
- 37.—If the legal interest of several parties entitled to any debt be joint and not several as well as joint, they must all be co-plaintiffs. A widow therefore cannot sue alone for a debt due to her and her deceased husband jointly, if there be a will and an executor. Coupeau vs. Chamberland, 1818, No. 440.
- 38.—A *fidéjusseur* has his action against his *co-fidéjusseurs* for his portion of a sum which he has paid for their common principal. Jones vs. Laing and Hébert, 1818, No. 628.
- 39.—A new action upon a judgment formerly obtained in the same court, in an action *hypothécaire*, cannot be maintained. Gagnon vs. Blagdon, 1818, No. 934.
- 40.—If a written agreement be made with one person only and solely in his own name, that person must bring his action alone, although others may jointly be interested with him. Gariépy & al. vs. Rochette, 1818, No. 1007.
- 41.—An action of *résiliation* for the non-performance of the conditions of a lease emphyteotic, cannot be maintained if the defendant

## ACTIONS.

- has not been put *en demeure*. *Balston vs. Pozer & al.*, 1818, No. 1071.
- 42.—An officer of the court of K. B., is well sued by petition filed in term by another officer of the same court. But all the rules of law and practice which obtain in similar cases must afterwards be observed. *Perrault vs. Vallières*, 1818, No. 564.
- 43.—An action for money paid and advanced for a minor, must be instituted against his tutor. *Martinuccio vs. Jaconelli*, 1819, No. 705.
- 44.—A *marguillier en exercice* cannot maintain an action in his own name solely for the *fabrique*. *Chouinard vs. Fortin*, 1819, No. 891.
- 45.—If a testator directs his executor to pay his debts, an action may be maintained against him by a creditor of the estate. *Bernier vs. Bossé*, 1819, No. 1022.
- 46.—Before a note of hand payable *à terme* becomes due, an action may be maintained for the amount against the drawer, if he absconds. *Shepherd vs. Henrickson*, 1819, No. 1231.
- 47.—An action *d'injure* (trespass) cannot be maintained against an officer who executes a writ issued upon a judgment rendered by an inferior court in a matter over which it had jurisdiction. *Goudie vs. Langlois*, 1819, No. 1269.
- 48.—A minor who is a merchant may sue alone and without his tutor upon a contract made in the course of his trade. *Black vs. Esson*, 1820, No. 6.
- 49.—A widow *commune en biens et exécutrice* of her husband's will can support an action after his decease for a debt *mobilière* due to their *communauté*. *Drouin vs. Beaulieu*, 1820, No. 183.
- 50.—The heir at law can maintain an action of account against the executor of the will of his ancestor. *M<sup>r</sup>Lean vs. McCord*, 1820, No. 186.
- 51.—A notary for extra services in his profession requiring extraordinary skill and labour may in an action for a *quantum meruit* recover what he has fairly earned, but the court even in such circumstances will not allow it without strict inquiry. *Dénéchaud vs. Bellanger*. 1820, No. 269.
- 52.—The *communauté de mariage* enjoys the benefit of the rents, issues and profits of the *propres* on either side and is therefore bound to pay the *rentes constituées* with which they are charged during its continuance and an action for their amount will therefore lie. *Girard vs. Lemieux*, 1820, No. 309.

## ACTIONS.

- 53.—A wife in case of her husband's insolvency cannot sue by her tutor for what she brought in marriage. Her remedy is an action in *séparation de biens* in her own name. *Melvin vs. Ireland*, 1820, No. 487.
- 54.—An action can be maintained by the creditor of a testator deceased against his executor for a debt, if by his will, the executor is charged with the payment of the debts of the testator. *Iffland vs. Wilson*, 1820, No. 823.
- 55.—In an action on a special contract for work and labor, if the contract be not proved, no evidence of a *quantum meruit* can be received, unless there be a common count on a *quantum meruit* in the declaration. *Barry vs. Deacon*, 1820, No. 1198.
- 56.—No action will lie against a *sous-voyer*, for an act done in obedience to a *procès-verbal* of the *grand-voyer* duly homologated. *Moysan vs. Gauvin*, 1821, No. 2.
- 57.—An action by a widower in his own right and as executor to his deceased wife, can be maintained for a debt due to their *communauté*. *Blouin vs. Lebrun*, 1821, No. 220.
- 58.—No individual can support an action of *complainte* for a *voie de fait* committed for the opening of a drain in a public street. *Robitaille vs. Campbell*, 1821, No. 408.
- 59.—No action lies against a tutor personally upon a contract into which he entered solely on behalf of his pupil. *Turcotte vs. Garneau*, 1821, No. 666.
- 60.—A plaintiff who sues in any action *en autre droit* must make a proof of his authority, and a tutor must therefore fill his *acte de tutelle* with his declaration. *Lees vs. Scott*, 1821, No. 1008.
- 61.—A married woman must also set forth in her declaration especially that she is authorised to sue alone (if she does so sue) and must state particularly the means by which her incapacity to sue without her husband has been removed. *Perrault vs. Cuvillier*, 1817, No. 429.
- 62.—Actions are decided according to the state of facts at the time when they are commenced. *Robichaud vs. Fraser*, 1817, No. 197.

## Sec. 2.—Notice of Actions.

## ACTIONS.

- 1.—In an action against the collector of the customs to recover back certain sums of money which had been paid to him as costs due to the judge of the Admiralty under an order of the commissioners of the customs, to stay proceedings upon a custom



## ACTIONS.

house seizure on payment of costs ; It was held that one month previous notice of this action was required. Grant & al. vs. Percival, 1817, No. 95.

- 2.—An action of resiliation for the non-performance of the conditions of a lease emphyteotic cannot be maintained, if the defendant has not been put *en demeure* before it was instituted. Balston vs. Pozer, 1818, No. 1071.

*Sec. 3.—Joinder and cumulation of Actions,*

## ACTIONS.

- 1.—Two distinct actions cannot be joined in one declaration. Gagnon vs. Tremblay, 1811, No. 7.
- 2.—Cumulation of actions must be pleaded by *Exception Dilatoire*. Bellanger vs. Desjardins, 1816, No. 450.
- 3.—If the plaintiff states in the libel of his declaration that he is proprietor and possessor of a certain lot of land, but concludes *en complainte* only, this is not a cumulation of the *pétitoire* with the *possessoire*. Bouchette vs. Taché, 1820, No. 1234.
- 4.—A possessory and a petitory action cannot be joined. Trépannier vs. Dupuis, 1810, No. 6.

*Sec. 4.—Actions of Account.*

## ACTIONS.

- 1.—In the action of account if the defendant does not render his account, the plaintiff cannot *de plano* obtain judgment for the sum he demands. He must prove what is due to him or move for an attachment. Wilson vs. McLure, 1809, No. 20.
- 2.—Where the rent is to be determine by the value of the article manufactured by the lessee, annually in the premises leased, the lessor cannot maintain an action of account. Young vs. Meiklejohn, 1809, No. 24.
- 3.—In an action of account against a tutor, the oath of the defendant as to *dépenses modiques* is sufficient voucher. Racine vs. Racine, 1810, No. 162.
- 4.—Where various sums have been received by a defendant and the facts of his case are such that his creditor may sue him in account, still if he sees fit, he may bring his action for money had and received, for in this action the plaintiff takes the *onus probandi*, on himself and of this the defendant cannot complain. Leclerc vs. Roy, 1617, No. 509.
- 5.—All joint executors (who have acted) must in an action of account

## ACTIONS.

- against them, be made parties to the suit and be jointly summoned. *Dame vs. Gray*, 1812, No. 239.
- 6.—In the action of account, the defendant must not file an account, but must plead to the action, and if he does not, the plaintiff on motion will obtain leave to proceed *ex parte* for want of a plea. *Charron vs. Lizotte*, 1818, No. 887.
- 7.—When a farm is leased, and the rent is to be one half of the annual produce, and is to be paid and delivered to the landlord, an action of account can be maintained against the tenant. *Bainbridge vs. Demers*, 1819, No. 1271.
- 8.—The heir-at-law can maintain an action of account against the executor of the will of his ancestor. *McLean vs. McCord*, 1820, No. 186.
- 9.—The roman catholic bishop has no authority to compel the *marguilliers* of a parish to render an account of their gestion in office; but an action of account can for that purpose be maintained by the *fabrique*, in the King's Bench. *The Fabrique de Saint-Jean-Port-Joly vs. Chouinard*, 1820, No. 260.
- 10.—When between co-partners a balance has been struck, an action of assumpsit or of debt will lie for the amount; but if no balance has been so struck, the action must be in account. *Robinson vs. Reffenstein*, 1821, No. 85.
- 11.—In an action of account, a jury may be had for the trial of any issue or issues raised by the *débats et soutenements* which in other actions they would be entitled to have so tried by the ordinance 25, Geo. III, cap. 1. *Hays vs. Woolsey*, 1821, No. 989.
- 12.—A principal may sue his agent in account or for monies had, etc., at his election. *Dubord vs. Roy*, 1818, No. 987.

*Sec. V.—Assumpsit & Debts.*

## ACTIONS.

- 1.—An action on an obligation payable on *demande* cannot be maintained if the obligation produced in evidence is payable à *terme*. *Leroux vs. Winter*, 1813, No. 89.
- 2.—An action on an implied promise for board, lodging and washing can be maintained in assumpsit. *Spatz vs. Meyers*, 1816, No. 448.
- 3.—When various sums have been received by an agent the principal may sue in account or for money had and received, (*condictio indebiti in assumpsit*). *Leclerc vs. Ross*, 1809, No. 509.

## ACTIONS.

- 4.—If there be a special agreement between the parties, a general *indebitatus assumpsit* cannot be maintained. Hitchcock vs. Grant, 1817, No. 672.
- 5.—Therefore in an action of general *indebitatus assumpsit* for work and labor in which at the trial it was proved that the work had been performed under a written contract the action was dismissed. Fielders vs. Blackstone, 1818, No. 44.
- 6.—If one receives advances in money upon his contract for work and does not execute it, his conduct as to the person with whom he contracts is fraudulent, and such person may either affirm the contract and sue in damages for non performance, or may disaffirm it and sue for money had and received in *assumpsit*. Dumas vs. Patouelle, 1818, No. 94.
- 7.—An action of *assumpsit* or of debt will lie for a liquidated or acknowledged balance of account settled between co-partners, but until their account is settled the action must be founded on the *contrat de société* and be in account. De Lagrave vs. Hanna, 1818, No. 513.
- 8.—The amount of an undertaking to pay salvage in the court of admiralty of another british province may be recovered in Canada. Moore vs. Muir, 1818, No. 630.
- 9.—A contractor for a public dwelling can maintain an action for money had and received against the commissioners with whom he contracted for the execution of such building, if they have received from government the money which is due to him. Larue vs. Crawford, 1819, No. 347.
- 10.—When a balance has been struck between co-partners, an action of *assumpsit* can be supported. If no balance has been struck, the action must be in account. Robinson vs. Reffenstein, 1821, No. 83.
- 11.—The 194th article of the custom enables a proprietor to compel his neighbour to build a *mur mitoyen* between them: Therefore where the plaintiff brought his action in *assumpsit* for money laid out and expended in erecting a *mur mitoyen* with his neighbour's implied consent, it was held that he was entitled to recover. Latouche vs. Latouche, 1821, No. 1407.
- 12.—An action in *assumpsit* for use and occupation cannot be maintained if there be a lease. Burns vs. Burrell, 1816, No. 638.
- 13.—In an action for the use and occupation of a Farm, the *quantum valebat per annum*, may be proved by witnesses and the possession of the defendant. Langlois vs. Darryson, 1820, No. 1041.

## ACTIONS, BORNAGE.

- 1.—The action of *Bornage* cannot be maintained if the lands of the plaintiff and defendant are separated by a public highway. *Blanchet vs. Jobin*, 1817, No. 466.
- 2.—A *mur mitoyen* erected by agreement by two proprietors of two adjoining lots of land is a bar to an action of *bornage* instituted by either of them. *Fortier vs. Rhinhart*, 1817, No. 636.
- 3.—The defendant in an action of *bornage* if he holds in right of another must set forth the fact by exception, and the name and residence of the person for whom he holds. *Fortier vs. Rhinhart*, 1818, No. 636.
- 4.—*En bornage*, if the declaration shews that the estates of the plaintiff and defendant are not contiguous the action must be dismissed. *Therault vs. Leclerc*, 1818, No. 869.
- 5.—In *Bornage* the defendant may claim and prove title by prescription and possession *outré son titre*; but he cannot claim *contre son titre*. *Therault vs. Leclerc*, 1820, No. 869.
- 6.—Evidence of an existing *borne* without further testimony affords no proof of title of any description. *Thibault vs. Rancourt*, 1820, No. 880.

---

 QUÉBEC.—BANC DU ROI.
 

---

No. 45 de 1816.

MORIN,

vs.

LEFÈVRE DIT BÉLANGER,

Pour maintenir une action en complainte pour voies de fait (*trespass*) sur une pêcherie sur les grèves du Saint-Laurent, il est nécessaire de faire preuve de possession par titre provenant de la couronne.

---

C'était une action en complainte, intentée par Morin contre Lefèvre, pour une voie de fait commise sur les grèves du Saint-Laurent, dont Morin prétendait être en possession, en enlevant les matériaux d'une pêche à anguilles tendue par Morin.

PER CURIAM.—Les rivières navigables et leurs grèves sont choses publiques (1). Or un individu ne peut avoir la possession de choses publiques, sans un titre de la couronne (2); car pour maintenir l'action en complainte, il faut prouver une possession *animo domini* (3). C'est pourquoi dans cette cause, il eût fallu produire un titre de la couronne; autrement, Morin n'est qu'un simple détenteur à titre précaire, qui ne peut intenter l'action en complainte. L'action d'injure aurait pu dans le cas actuel être intentée.—Vide Darcrau, vol. 1, pp. 195 et 196, et l'ancien Dénizart, vo, voie de fait, et les causes suivantes qui sont toutes des actions d'injures intentées sous de pareilles circonstances: Têtu vs. Morin, B. R. Q., 1827, No. 1490.—Bossé vs. Cloutier, B. R. Q., 1828, No. 1138.—Grenier vs. Grenier, B. R. Q., 1828, No. 1422.

---

## ADMIRALTY LAW REPORTS.

VICE ADMIRALTY COURT :—LOWER-CANADA.

Tuesday, 21st april, 1846.

PRESENT :

HON. HENRY BLACK.

THE JANE,—*Custance*.

The present was one of the many cases arising out of the abrupt termination of the navigation of the Saint-Lawrence by ice and a succession of storms in the end of november last, and which proved so disastrous to those ships which from necessity or other causes, were

---

(1) Le Fèvre de la planche, vol. 1, p. 15-21.

(2) Rep. vo. voie de fait.

L. C. Denle, vo. complainte.

(3) Dict. de Droit, vol. 1, p. 335.

Le Fèvre de la planche, vol. 1, p. 26, note (a).

Pothier—possession, no. 37.

Henrion de Pausey, vol. 1, p. 230.

Despeisses, droits seigneuriaux, vol. 5, s. 9, no. 7, vol. 3, p. 214 et 349.

L. C. Denle, complainte, sec. 3, no. 4, vol. 5, p. 26, vol. 1.

detained in the port of Quebec beyond the usual time indicated, by the average of seasons, as the prudent period of departure.

The promoters were shipped at Falmouth, in England, on a voyage from that port to Quebec, and back to a port of discharge in the United Kingdom, at £2 10s. stg., per month. The *Jane* sailed from Quebec on the 28th november, on her return voyage, but having encountered foul winds and boisterous weather, about the 1st december, below the Brandy Pots, she was obliged to be run ashore, in order to avoid total shipwreck, from the immense and sudden accumulation of drift ice in the river; she was stranded at high water at Saint-André, on a muddy bottom, and put into a place of safety for the winter, about 100 miles below Quebec. On the 16th december, the master (having returned from Quebec) informed the crew that the vessel had been condemned, and after various overtures to the men, prevailed upon them to accept their discharge with wages up to that period, which were paid—ten shillings currency in cash—and the balance by drafts on the agent at Quebec, giving receipts in full of all further demands, but without any tender of indemnity or the means of travelling to an open Atlantic port.

They were afterwards, at the expense of the ship brought to Quebec, where they again signed receipts in full of all further claims and demands.

The libel alleged a tortious discharge, procured by false and fraudulent representations, and that no provision had been made for either subsistence during the winter, or their transportation to an open sea port on the Atlantic with the payment of wages up to their arrival at such port, and claimed wages up to the first june next, with the cost of their board during that period.

The defence rested upon the right of the master under the circumstances to discharge the crew and the fact of their having executed receipts, in full satisfaction of their claims and releasing the master, ship and owners from all further liability.

JUDGMENT.—Two questions have been presented at the argument for the deliberation of the court, and I have come to a conclusion.

1. That the receipts and discharges of claims by the crew of the vessel given in december last, are not a bar to their further claim for compensation. The receipts are good evidence of the money received, and for which they are to be charged, but no further. It appears to me from the testimony of Blouin the pilot and of two of the messmates, that the settlement and receipts were made under undue and oppressive influence, and without free consent. The information upon which the coercion was founded was not true; at least there is no evidence that the vessel was regularly condemned, and, for aught that appears,

the information may have been false. Mariners, in the view of Admiralty law, are *inopes consilii*, and are under the special protection of the court, in like manner as minors and weak persons are entitled to have the guardianship of a Court of Chancery thrown over them. They are treated as wards of the Admiralty. The observations of lord Stowell, in the case of the *Juliana*, (1) and of judge Story in *Harden vs. Gordon*, (2) as well as of judge Ware in the case of the *David Pratt*, (3) show in a strong light the jealousy, and vigilance, and parental care of the Admiralty in respect to hard dealings, under forbidden aspects, with the wages of seamen. I think that in the spirit and policy of the cases, the discharges and receipts in full, almost (I may say) extorted from the seamen, ought not to bar an equitable claim for compensation beyond what the promoters have received.

2. The amount of the compensation is another, and perhaps a more unsettled question. The decision of lord Stowell in the case of the *Elizabeth*, (4) comes nearer to the case before us than any thing I have seen. It is there said that though the master be not at liberty to discharge his crew in a foreign port without their consent, (and if he does, the maritime law gives the seamen entire wages for the voyage with the expenses of return,) yet that circumstances—as a *semi-naufragium*—where repairs may be doubtful or very dilatory, might vest in him an authority to do so, *upon proper conditions*, as by providing and paying for their return passage, and their wages up to the time of their arrival at home. I think the present case would warrant the adoption of this rule; and yet there is a latitudinary discretion resting in the Admiralty judge,—and must be under the special circumstances,—and I apprehend he may consider what would be most just and reasonable; as—whether the wages were to be continued to the arrival of the seamen in England, or to the nearest open american commercial port, say Boston, or until the opening of the navigation of the Saint-Lawrence. One or the other of the alternatives, I think I must adopt, and from a local knowledge and view of the circumstances of this case, as they appear before me, I award wages, including the expense of board and lodging until the opening of the navigation of the Saint-Lawrence. (5)

M. Alleyn for promoters.

M. Duval for respondents.

(1) 2 Dodson 504.

(2) 2 Mason 561.

(3) Ware 495.

(4) 2 Dodson 403.

(5) The Factor—M. S. S. reports of the Admiralty at Quebec, 16th June, 1838.

CASE OF THE FACTOR,—*Price*.

The promoter shipped as a mariner on board the schooner *Factor* on a voyage from the port of London to the port or place called Coast Castle in Africa, thence to the Island of Madeira, and thence back to the port of London, at the rate of wages of £1 5s. per month. The schooner accordingly proceeded from London to Coast Castle, and thence to the Island of Madeira, where her cargo was discharged and another taken in. With the cargo thus taken in at Madeira, instead of returning to the port of London, she proceeded on a voyage to this port. On her way up the Saint-Lawrence, in the month of november, she took the ground at Mille Vaches, about one hundred and fifty miles below Quebec, and being situated in the tide way and immoveable, was there exposed to the full force of the drift ice, which was then beginning to form in great masses. It being the opinion of the master and crew that the schooner was in imminent peril of being carried away and destroyed by the ice, they removed to Green Island where they passed the winter. In the course of the winter the promoter was sent by the master to Quebec, and put into the Marine Hospital to be treated for a wound or sore occasioned by his being frostbitten, whilst in the service of the schooner. Contrary to the expectations of the master and crew, the schooner passed the winter at the place where she took the ground, and the following spring was floated and brought up to Quebec, by the master and the remainder of the crew. The present suit was brought for the recovery of wages by the promoter for the whole period of time from his shipping at London down to the time of her arrival at Quebec, thus including the time that the schooner was detained in the ice at Mille Vaches.

The case was argued by *M. Maguire* on the part of the promoter, and by *M. Duval*, Q. C., on the part of the defendant.

THE COURT, (*M. Black*.)—Apart from the effect of the deviation by the master in proceeding from Madeira to Quebec instead of returning to London, we have here the case of a temporary interruption of a voyage by a peril of the sea, which cannot affect the title of the seamen to their wages. The subject underwent much discussion in the case of the crews of the British ships detained in Russia, under the orders of the russian government, in the year 1800. In one of the cases arising out of this detention, which was tried before lord Alvanley, chief justice of the common pleas, a special verdict was taken, and the judges being equally divided in opinion, one of the judges consented to a judgment in favor of the defendant to enable the plaintiff to bring his writ of error (1). This judgment was subsequently reversed

---

(1) *Beale vs. Thompson*, 3. B. & P. 405.—23d may, 1803.



by the King's Bench (1); and the judgment of reversal in the King's Bench was affirmed in the house of lords (2): thus definitively settling the question. In a previous case of *Hudley vs. Clarke* (3), lord Kenyon says—"a temporary interruption of a voyage by an embargo, does not put an end to such a contract as this. If this contract were put an end to, it might equally be said that interruptions to a voyage from other causes would also have put an end to it; e. g. a ship being driven out of her course; yet that was never pretended. Instances of such interruptions frequently occur in voyages from the north-west parts of this kingdom to Ireland; sometimes ships are driven by the violence of the winds to the ports in *Denmark*, where they have been obliged to winter." In another case, *Beystrom vs. Mills*. (4) lord Eldon says,—“There is no doubt that if a ship does not perform her voyage, the sailors have no title to wages, the policy of the law has said so, as the means of making it the interest of the sailors to preserve the ship; but it is equally certain, that if the voyage is performed, a temporary interruption shall not defeat the claims of the seamen.” These cases sufficiently establish the general principle, and its application to cases much less favorable to the claim of the seamen than the present one; indeed lord Brougham, arguing as counsel for the seamen in the case of the russian embargo before the house of lords, puts the very case now before the court as one where the claim of a seaman was undoubted, and upon this point he is not contradicted, “the vessel,” he says, “might be detained for weeks and months by stress of weather, as in the case of a ship frozen up, and the mariners taken out and removed to a distance of some miles, and yet the claim for wages would be good” (5). Upon the whole I entertain no doubt that the law in this case is with the promoter, and I accordingly decree to him his wages from the time of his shipping himself in London down to the time of the arrival of the schooner in the port of Quebec, being the whole sum demanded (6).

(1) 4 East 546, 8 Feb. 1804.

(2) 1 Dow. 299, 9th June, 1813.

(3) Term Rep. 266.

(4) 3 Espinasse's N. P. R. 37.

(5) 1 Dow. 309.

(6) *The Elizabeth* 2 Dodson 403.

DISTRICT  
DE  
MONTREAL. }

COUR DES BANQUEROUTES.

22 avril, 1846.

JUGE C. MONDELET.

*In re.*

JOHN BATES,

*Banqueroutier.*

*et*

F. X. BEAUDRY,

*Créancier.*

*et*

JOHN HENRY TAAFFE,

*Syndic.*

Un syndic qui refuse ou néglige de se conformer à un jugement qui lui ordonne de payer des argens qu'il a en main, est contraignable par corps.

Règle à l'instance de F. X. Beaudry, contre le syndic, pour contrainte par corps, ne s'étant pas conformé, quoique à ce dument interpellé, à un jugement de cette cour, du 6 mars dernier, lui ordonnant de payer des argens au dit créancier.

Les parties furent entendues hier.—M. Driscoll soumit trois propositions, à l'encontre de l'octroi de la règle.

1. Que l'ordonnance de 1667 établissant la contrainte par corps, a été promulguée à une époque où il n'y avait pas de tribunaux de banqueroute, et que, par conséquent, l'on n'a pas pu, alors, avoir en contemplation, une juridiction comme celle de cette cour.

2. Que le silence de la législation, dans notre acte des banqueroutes, au sujet de la contrainte par corps, est équivalent à l'expression de sa volonté, qu'on ne pût l'exercer contre les syndics, dont les devoirs et les obligations sont définis, sans qu'il soit dit un mot de la voie rigoureuse de la contrainte par corps.

3. Que la clause 75ème de notre acte de banqueroute, n'a rapport qu'à des cas de mineure importance, dont on aurait omis de parler, mais non pas à un objet d'un intérêt aussi grand que la contrainte par corps.

M. Driscoll dans le cours d'un argument suivi avec talent, s'est beaucoup appuyé sur ce que les cours ne doivent pas, par analogie, appli-

ici la contrainte par corps; qu'il faut une disposition expresse de la loi, et que là, où, comme dans l'espèce actuelle, il est question de la liberté du sujet, il faut être bien certain que le droit existe, pour l'exercer.

M. Romuald Cherrier, de la part de F. X. Beaudry, a répondu que le droit d'exercer la contrainte par corps, existe, qu'il est nécessaire qu'il existe; que le silence de la législature, quant à cet objet s'explique par cela même qu'il n'était aucunement nécessaire de donner à la cour un droit qu'elle possède déjà; et que quant à la clause 75ème elle est aussi formelle qu'elle peut être.

La cause fut prise en délibéré.

### LA COUR.

Bien importante est la question qui se présente; elle affecte la liberté du sujet, elle se rattache à l'existence même de la cour, et comme nombre d'autres questions, elle fait surgir celle qui revient si souvent: quelles sont les lois qui nous doivent régir, quant à l'objet dont il s'agit.

D'abord, il est parfaitement certain que l'ordonnance de 1667 est loi, et elle doit avoir son exécution aussi bien dans cette cour, que dans toute autre. Si l'argument de M. Driscoll est bon, nulle cour de ce pays ne possède le droit qu'invoque ici le créancier; car aucune de ces cours n'existaient lors de la promulgation de cette ordonnance. L'article 4 du titre 14, est formel, et le syndic, comme tout autre officier de cette cour, qui refuserait d'obéir au jugement qu'elle aurait rendu, est contraignable par corps.

En second lieu, il suffit d'observer que loin que le silence de la législature, soit une présomption, ou équivalent à l'expression de sa volonté, que la contrainte par corps ne fut pas exercée en cour de banqueroute, le contraire s'en suit. La législature sachant qu'il y a une loi, ne l'ayant pas abrogée ni modifiée, a, par là même, exprimé sa volonté que cette loi fut exécutée.

Il n'y a plus qu'à dire un mot sur la clause 75ème. Il ne peut y avoir rien de plus formel, de plus emphatique.

Les faits à l'appui de la règle étant prouvés, la cour doit déclarer, et déclare la règle absolue.

## COMMISSIONER'S COURT.

—

· QUEBEC, 5th January, 1846.

Present:—W. POWER, Esquire, Circuit Judge.

W. MULLEN,

*Plaintiff.*

*vs.*

J. JEFFERY,

*Defendant.*

A promise to pay wages to a Mariner in advance, on condition that he proceeds to sea in the ship is an agreement to pay so much absolutely upon the performance of the condition, whether the ship and cargo be afterwards lost upon the voyage or not.

—

The action in this cause is brought by a seaman against the owner of the ship *Ceylon* to recover £5, being the amount of a draft of the master of that ship upon him, the owner, in favor of the plaintiff and accepted on the condition mentioned in the draft, which is in the following terms:

“ Quebec, Novr., 24th 1845.

“ £5. 0. 0. Cy.

“ On return of the pilot after the final sailing of the *Ceylon* from the port of Quebec, with advice from the captain, pay to the order of William Mullen the sum of five pounds, currency, provided he proceeds to sea in the said ship and charge the same to account of

WM. SKEENE,  
Master.”

To J. JEFFERY, Esq.”

The draft is annexed to the summons and there is an allegation in the summons "that all the conditions stated in the said draft and in acceptance thereof, have arrived and come to pass."

Pleas to the action—1st The general issue. 2nd "That the draft being accepted on consideration of wages to be earned—no consideration has been given, the ship being a wreck and not having earned freight, no wages are due."

By the admissions of the respective parties, the production of the ship's articles and evidence adduced, the following facts were established:

That the draft was signed and accepted by the defendant in favor of the plaintiff and in consideration of advance wages as a mariner on board the said ship. That the plaintiff signed the usual ship's articles (which contained a stipulation for such advance) at the rate of £10 cy., per month, on a voyage to Liverpool, or any other port in Great Britain or Ireland, when the voyage was to terminate and the mariners to be discharged. That the said ship was a colonial built vessel, owned by the defendant, and registered in the province, and therefore exempt from the late merchant seamen's act. That the vessel laden with a cargo of timber proceeded upon her voyage with the plaintiff on board, and that he continued in the ship's service during fifteen days. That having reached Bic, the extreme limit of pilot waters, the pilot there left her, and she proceeded on her voyage about fifty or sixty miles beyond that place, when the captain, by stress of weather, was forced to put back, and the vessel was driven ashore at Bic Island, and became a wreck; that this occurred about thirty-six hours after the pilot had left her. That she was of 787 tons burthen and that the plaintiff and other mariners remained by her until they had saved her sails and rigging which were worth about £200 or £300. That the defendant wrote in the usual way, to have the vessel insured, but that not as yet having received an answer to his letter, he cannot say whether she is insured or not.

The draft in question cannot be considered as a valid bill or note, and an action is not maintainable upon it as such, for although drawn to order, depending as it does, upon a contingency, it is not negotiable, and in the hands of an indorsee would be a nullity; but, nevertheless, a special action may be maintained upon it, for it justifies the plaintiff to consider it as the special agreement or promise of the defendant, and to compel the performance of such promise, if on the plaintiff's part, the condition for which the promise was made, has been fulfilled.

In this summary court the pleadings and facts sufficiently shew the action to be of a special nature, and we must ascertain whether the fulfilment by the plaintiff, of the condition upon which the defendant signed the paper, was a legal and sufficient consideration to render the defendant's promise obligatory.

It may be observed that the payment of the draft is made to depend upon only one condition, namely, that of the plaintiff proceeding to sea, in the ship, after her final sailing from the port of Quebec; the return of the pilot and advice from the captain are not conditions, but means indicated by which the performance of the condition may be ascertained, for should the pilot not return, or the captain not give any advice, the defendant, nevertheless, upon its being properly established that the plaintiff had proceeded to sea and done all that depended upon him, would be held liable to the performance of his promise.

But it is argued that the promise has been made on consideration of wages to be earned as a mariner, that the vessel having been wrecked, no freight has been, or can be earned, that as by the maritime law, freight is the mother of wages, the owner of the vessel is absolved by the shipwreck from the payment of any wages, and therefore, the promise is not binding.

The rule or maxim that freight is the mother of wages admits of many clear exceptions, several of which, with the authorities and decisions upon which they are established will be found in the treatise of Curtis on the rights and duties of merchant seamen, pages 271-272.

By the laws of every maritime nation, the mariners, in case of shipwreck, and whether freight be earned or not, have a right to receive a compensation for their services, from the proceeds of the sale of any portion of the wreck they may have saved, so far as such proceeds may suffice for that purpose; but formerly, so strictly was the maxim that freight is the mother of wages, adhered to, that this compensation was awarded as salvage. In modern times, however, an improved and more enlightened jurisprudence has determined that such compensation cannot be given as salvage, but must be allowed in the nature of wages; see the elaborate judgment of lord Stowell on this subject in the case of the *Neptune*. Haggard's Admiralty Reports, vol. I.

In the present case, therefore, it is clear that the plaintiff has earned wages, he having been in the service of the ship during fifteen days, and his engagement being at the rate of £10 per month, the sum of £5 which he now claims from the owner, under a special agreement, would be otherwise payable to him, *as wages*, out of the materials saved from the wreck.

But to return to the abstract question of the draft:—

The defendant when he signed it, either had, or had not, the intention to pay the amount when the plaintiff should have proceeded to sea in the ship; if, in good faith, he did intend to pay the amount as soon as he should be informed of the performance of the condition by the plaintiff, there is no reason why that lawful intention should not now be forced into effect; if, on the contrary, it was his intention when he signed the paper, to withhold the payment, until he should have heard of the safe arrival of the ship and the delivery of her cargo at the port of destination, then he was using a false pretence to induce the plaintiff to go in the vessel, which cannot avail him in a court of justice.

The ship having left the port of Quebec, whether she were wrecked upon the coast of England, or the shores of Canada, can make no difference as to the defendant's liability.

It was argued for the defendant that he has now a right to say: "I signed that paper by error, or having signed it, although I was liable at one period for the payment, an event has since occurred which absolves me from the liability." The answer of the seaman would naturally be: "If by your error I have been induced to go on a dangerous voyage, it is just that the consequence of your own error should be supported by yourself, not by me; and if you were at any one time obliged to pay the amount, your obligation still exists, nothing having been done or omitted on my part to relieve you from it; you took the necessary steps to insure your ship against the perils of the sea; you knew that a total loss of the ship would bring with it a total loss of all the wages that I should earn and *you agreed* to pay me the sum mentioned, *as an advance and as so much secured to me from the risks I undertook to encounter.*"

It must be observed that the contract between the master of the ship and the mariners contains a stipulation for advance wages (£5 to the plaintiff) and the draft in question appears to have been given and accepted in payment for the advance.

A stipulation to pay a sum in advance of wages to a mariner, on condition that he proceeds to sea upon the voyage, is from its very nature an agreement to pay so much absolutely upon the fulfilment of the condition, whether the ship and cargo be lost upon the voyage or not; if it were otherwise, and if the payment were to depend upon the earning of freight by the ship, and consequent earning of wages by the mariner, it would be competent to the master or owner to withhold the payment in every instance, until the final termination of the voyage, and thus render his own stipulation nugatory.

Although the policy of the law does not permit the mariner to insure his wages, yet he is allowed to retain any advance he may have received, as so much secured from the danger of being lost. It is a doctrine laid down in all the books that advance wages are not to be returned in cases of shipwreck. Valin, Com. tome 1, p. 702. Pothier, Louage Mar. n. 184-185. Curtis, p. 275. Haggard's Admy. Reports, vol. 1, p. 219. In Curtis, p. 274, there is a note to this effect: "The court defined advance wages to be in effect a sum that is given in part consideration of the contract to go on the voyage and is not affected by any subsequent occurrences, the owner consenting to lose it, if the wages subsequently earned do not indemnify him."

Upon referring to the judgment itself from which the foregoing statement is deduced and which will be found in the 4th vol. Mason's Reports, p. 103, the case of the *Mentor*, wherein advance wages were stipulated, judge Story (1) expounded the law on this subject in the following words:

"The right to such advance wages is therefore a part consideration of their contract; and if they go on the voyage, the advance so made is absolutely their due, and is not affected by any subsequent occurrences. It constitutes no personal charge against the seamen, and if by any accident in the course of the voyage, the latter is defeated, so that no wages become due, the advance is not recoverable back from the seamen. It is to be considered as a bounty upon their shipping. . . . .

"*The true effect of a stipulation for advance wages, is that the owner gives the advance absolutely, if the seaman goes on the voyage, consenting to lose it, if the wages subsequently earned do not indemnify him.*"

As to the difference stated in the argument between the case of money actually paid in advance and the case of an agreement or promise to pay in advance, for services to be performed, when the performance fails or becomes impossible; there is no doubt that such difference may exist in a variety of cases that can be imagined, and this difference would depend upon the nature of the agreement and the services to be performed, the services being the consideration for the promise; but there can be no axiom more clear than that the legal effect of a payment actually made to a seaman in advance of wages and an agreement to pay him in advance if he goes on the voyage, is precisely the same; for the agreement, *quoad* the advance, is to exempt

---

(1) Lord Stowell has declared that the americans have attained great perfection in maritime jurisprudence, and the decision of judge Story, one of their most eminent jurists, on this point must be high authority.



the advance from the peril of the voyage and to render it certain and not dependent upon the earning of freight ; so that as soon as the seaman has proceeded to sea, the condition is performed, the consideration is given, the advance is earned and becomes absolutely and legally his due.

Judgment for the plaintiff.

---

QUÉBEC.—BANC DE LA REINE.

---

No. 1258 de 1845.

DENIS MAGUIRE,

*Demandeur.*

vs.

SAMUEL BRADLEY,

*Défendeur.*

---

Si après la dissolution de la société, aucune partie des effets d'icelle tombe entre les mains de l'un des associés, et qu'il soit sur le point de les convertir à son propre usage, l'autre associé néanmoins ne pourra par voie de saisie revendication, réclamer sa part indivise des dits effets.

---

En 1839, les parties formèrent, par convention verbale, une société à Rimouski, district de Québec, pour l'achat et la vente de marchandises, et pour la confection de madriers, en laquelle société les associés avaient parts égales ; il ne fut fixé aucune époque à laquelle la société serait dissoute, mais par consentement mutuel, cette dissolution eut lieu en octobre 1844 ; et les effets et l'actif, alors en possession des associés, furent partagés par portions égales.

Subséquentement à la dissolution de la société, le demandeur prétendit qu'une quantité considérable de billots et de madriers, appartenant à la ci-devant société, étaient tombés entre les mains du défendeur, lequel à l'époque de l'institution de l'action, était sur le point de les convertir à son usage, dans l'intention de frauder le demandeur de ses justes droits. Sur l'allégué de ces faits, il émana à la poursuite

du défendeur un writ de saisie revendication ; et une quantité de billots et de madriers furent saisis. Par les conclusions de l'action, la saisie d'iceux fut déclaré bonne et valable. Maguire demanda à être déclaré propriétaire de la moitié des effets, et que la saisie d'iceux fut déclarée bonne et valable.

Sur le rapport de l'action, il fut, de la part du défendeur, fait motion : que le writ de saisie, et la saisie faite en vertu d'icelui, fussent déclarés nuls—*quashed*—attendu que le dit writ avait été émané illégalement, et dans un cas où, par la loi, le demandeur n'avait aucun droit à un tel writ.

De la part du défendeur il fut dit que le demandeur ne pouvait se prévaloir d'une pareille procédure ; que si lui, le demandeur, avait aucune réclamation à exercer contre le défendeur, il avait l'action *pro socio*, pour contraindre le défendeur au partage de cette partie des fonds de la société, qui n'avait pas encore été répartie. Que l'objet de l'action en revendication étant de faire remettre au propriétaire ce qui lui aurait été injustement enlevé, cette action ne pouvant compéter à un associé contre son associé, attendu que les effets qui tombaient entre les mains de l'un des associés, lui appartenaient pour une part indivise, et qu'il avait droit comme tel associé de recevoir le tout sauf son obligation de rendre compte.

Le demandeur, au soutien de la procédure qu'il avait adoptée, cita les autorités suivantes :

Pothier, Traité du Droit de Propriété, No. 291.

Gow, on Partnership, p. 253, american edition, 1830.

Merlin, Répertoire, verbo Revendication, sec. 1, No. 3, p. 410.

Pothier, Traité du Contrat de Société, No. 160.

2, Troplong, Société, No. 996.

La cour, néanmoins, déclara la saisie faite à la poursuite du demandeur nulle, et de nul effet.

Le jugement est dans les termes suivants :

The Court of our Lady the Queen, now here having heard the parties by their counsel respectively, upon the rule of the nineteenth day of september last past, for that the process of attachment effected under the same, be quashed and set aside, inasmuch as the said process of attachment was irregularly issued and by law no process of attachment could be awarded to the said plaintiff: it is considered and adjudged by the said Court now here that the said rule be and the same is hereby made absolute; and in consequence, that the process of attachment and the attachment effected under the same be and the same are hereby quashed and set aside, the whole with costs.

**TABLE DES MATIÈRES**  
CONTENUES DANS LA 5ME. LIVRAISON DU TOME 1ER.

MAI 1846.

	PAGE
De la Codification des Loix du Canada.....	337
Les Loix de Banqueroutes.....	341
La Défense en Droit.....	343
Collection de Décisions des divers Tribunaux du Bas-Canada.	
Analytical Index to Cases determined in the Court of King's Bench for the District of Quebec from 1808 to 1822.....	345
BANC DU ROI.	
Morin vs. Lefèvre dit Bellanger.....	354
Maguire vs. Bradley.....	367
COURT OF ADMIRALTY.	
Case of the JANE— <i>Custance</i> .....	355
Case of the Factor.....	358
COUR DES BANQUEROUTES.	
Bates Banqt.—Baudry Créancier et Traffe Syndic.....	360
COMMISSIONER'S COURT,	
Mullen vs. Jeffery.....	362

LA REVUE DE LEGISLATION ET DE JURISPRUDENCE paraît une fois par mois.

L'abonnement est de SIX PIASTRES par année et les frais de port, payables d'avance.

THE REVIEW OF LEGISLATION AND JURISPRUDENCE appears monthly.

The subscription is SIX DOLLARS per annum, not including postage, payable in advance.

Cette PUBLICATION est supportée par la collaboration du Barreau de Montréal et de Québec.

This Work is supported by the contributions of the Montreal and Quebec Bars.

On reçoit pour la REVUE des articles écrits dans les deux langues indistinctement.

Articles written in either language are indiscriminately admitted in this REVIEW.

Les souscripteurs de la Revue de Législation et de Jurisprudence qui ne veulent pas éprouver de retard dans l'envoi de la Revue doivent venir payer leur abonnement sans délai.

Subscribers to this Review are requested to pay their yearly subscription, if they don't want to have their Review discontinued.

**ON S'ABONNE :**

A MONTRÉAL,

Aux Bureaux de la Rédaction,  
No. 15, Rue St. St. Vincent.  
Et chez MM. E. R. FABRE, et CIE.  
No. 3, Rue St. Vincent.

A QUÉBEC,

Chez MM. LELIEVRE et ANGERS,  
Avocats, Rédacteurs-Correspondants.  
Et chez M. TARDIF, Agent, au Palais  
de Justice.

LOUIS O. LETOURNEUX, DIRECTEUR-GÉRANT et PROPRIÉTAIRE,  
No. 15, Rue St. Vincent.